

Les affaires judiciaires touchent son père et certains de ses proches. Mais Marine Le Pen se pose en victime et poursuit sa stratégie : présidentialiser son image et organiser son parti de manière méticuleuse pour les élections de 2017. En pariant sur ses élus, le rajeunissement de ses cadres... et les divisions de ses adversaires.



2017 : COMMENT LE FN SE PRÉPARE À LA BATAILLE

Alors que Marine Le Pen se fait discrète depuis les élections régionales, le FN prépare plus sérieusement que jamais les prochaines échéances électorales. Enquête sur une machine de guerre qui entend être déjà en ordre de marche lorsque la droite et la gauche désigneront leur candidat pour la présidentielle.

PAR VINCENT NOUZILLE

M

aisque fait Marine Le Pen ? Quasiment invisible depuis les élections régionales de décembre, où elle n'a

pas réussi à transformer la percée du premier tour en victoire au second tour, la future candidate du Front national (FN) à la présidentielle semble être en pleine traversée du désert. Son apparition traditionnelle, le 1^{er} mars, au Salon de l'agriculture, a tout juste été remarquée, tandis que son déplacement au Canada et à Saint-Pierre-et-Miquelon, mi-mars, n'a pas été un grand succès. Les révélations des Panama Papers, qui mettent en cause deux de ses proches et

son père, ternissent son image. Piquée au vif, elle s'est indignée publiquement, le 7 avril, contre une « campagne de diffamation », après avoir envoyé ses lieutenants dans les médias pour expliquer que le FN n'était pas concerné par les montages offshore de ses prestataires. En réalité, Marine Le Pen a choisi, sauf cas de force majeure, de rester en retrait. « Cela fait trois ans que j'ai le nez sur le guidon, j'ai besoin d'un peu de temps », répète-t-elle à ses proches. Elle veut, en effet, ménager ses forces avant la présidentielle et corriger son image, car 7 Français sur 10 la jugent trop agressive. Moins présente, moins cassante, plus rassurante : c'est sa tactique afin d'incarner – avec son nouveau slogan « La France apaisée » – une sorte de « force tranquille » au-dessus des partis. Y compris du sien. « Elle doit prendre de la hauteur et aller à la rencontre des Français. Pendant ce temps, nous, les cadres du parti, nous préparons

LAURENT GUERINÉ/PRESS PHOTO

« le terrain pour être prêts le jour J », confie Jordan Bardella, jeune secrétaire départemental du FN en Seine-Saint-Denis. Car si la présidentielle joue l'effacement, ses troupes sont en train de s'organiser méticuleusement en vue des scrutins de 2017. Réunis début février au country club d'Etiolles, dans l'Essonne, pour un conclave de trois jours, les dirigeants du FN ont tenté d'éteindre leurs divisions. Elles opposent notamment les tenants de la ligne « ni droite ni gauche » de Marine Le Pen, soutenue par le souverainiste ultramédiatique Florian Philippot, et les partisans d'un ancrage plus à droite, comme le secrétaire général Nicolas Bay ou la députée Marion Maréchal-Le Pen. Le séminaire n'a rien réglé. Mais il a permis de tempérer les esprits. Le débat sur le changement de nom du parti, souhaité par Philippot, a été enterré temporairement. Et des décisions stratégiques ont été prises. Un : Marine doit profiter des quelques mois d'ici à septembre 2016 pour prendre du champ, faire un tour de France sans caméras, sans oublier quelques voyages outre-mer et à l'étranger, avant une entrée en campagne à l'automne. Deux : le parti, lui, démarre dès maintenant.

Formation, encadrement, investitures, stratégie, programme, réseaux, communication. Rien n'est laissé au hasard, pas même les financements, toujours problématiques (*lire ci-contre*). « *La machine de guerre se met en ordre de marche* », confirme un haut responsable du Front. Certes, la multiplication des affaires judiciaires qui touchent ses dirigeants (*lire encadré p. 40*) atteint le FN. Mais le parti fait le dos rond et se pose en victime de machination, une thèse qui semble plaire à ses électeurs. En réalité, le FN continue d'espérer tirer les bénéfices d'une inédite conjonction des astres. Il n'y a pas d'élections en 2016, ce qui permet aux militants de se concentrer sur la présidentielle et les législatives de l'an prochain. Surtout, les partis de la droite classique vont être occupés jusqu'en novembre par la primaire, tandis que l'incertitude sur le candidat socialiste - Hollande ou pas ? - risque de se prolonger jusqu'à la fin de l'année. « *Pendant que les autres se chamaillent, nous sommes déjà*

Julien Sanchez, 32 ans, maire de Beaucaire (Card) depuis 2014. Il fait partie de cette « génération Marine » qui aspire à exercer des responsabilités locales et nationales. Militant du FN depuis l'âge de 16 ans, cet ancien responsable de la communication du parti soigne son image en limitant les polémiques et en se concentrant sur la gestion de sa ville. « Si on veut bien faire, il faut faire connaître ses dossiers », dit-il.



FRANÇOIS REYSEN POUR LE FIGARO MAGAZINE

Argent

LE FN À LA RECHERCHE DE CASH

Le FN est toujours en quête d'argent. Certes, les 54 000 adhérents à jour de leurs cotisations (sur les 83 000 adhérents revendiqués) et les aides publiques contribuent à financer les dépenses de fonctionnement du parti en tant que tel, respectivement à hauteur de 3,4 et 5,5 millions d'euros par an. Mais le FN a besoin de trésorerie pour préfinancer les campagnes. Assurés dans la plupart des cas de se voir rembourser leurs frais par l'Etat grâce à leurs scores supérieurs à 5 %, les candidats doivent, en effet, avancer l'argent. Selon des sources internes, le FN cherche environ 30 millions d'euros pour 2017, dont 12 millions pour la campagne présidentielle et 18 millions pour ses candidats aux législatives. Or, en 2013, les banques françaises, dont la Société générale, banque traditionnelle du FN, ont fermé le robinet des crédits au parti de Marine Le Pen. Conséquence : faute de mieux, le FN s'est tourné en 2014 vers une banque tchèque-russe, liée à des proches du pouvoir à Moscou, pour obtenir 9,4 millions d'euros de crédit.

Un autre prêt de 2 millions d'euros a aussi été accordé à Cotelec, microparti créé par Jean-Marie Le Pen, par une société chypriote contrôlée par un oligarque russe. Mais ces prêts venus de l'Est ont soulevé une polémique, du fait du soutien affiché de Marine Le Pen aux positions de Vladimir Poutine, lequel cache à peine sa volonté d'aider les partis nationalistes en Europe. Pour 2017, le trésorier du parti, Wallerand de Saint Just, espère que les banques françaises reviendront à de meilleurs sentiments. Mais, aux dernières nouvelles, rien n'est moins sûr. Du coup, de discrets contacts ont été repris, selon la presse moscovite, avec des financiers russes, au cas où. « *Rien n'a été formellement demandé, nous étudions toutes les pistes* », confie un responsable du FN. Parmi elles, celle de prêts venus d'autres banques étrangères, dont celles des Emirats. Des financiers d'Abu Dhabi avaient promis leur obole en 2014 avant de se rétracter. Certains dirigeants émiratis apprécient toujours, dit-on, les positions anti-islamistes de Marine Le Pen... **V. N.**

LES CANDIDATS AUX LÉGISLATIVES SERONT SOUMIS À DES TESTS

en piste avec notre candidate naturelle. C'est un avantage », affirme Nicolas Bay. Le samedi 27 février, ce dernier a d'ailleurs réuni dans un hôtel parisien la centaine des délégués départementaux du parti - surnommés « *les préfets de Marine* » dans le jargon interne - pour donner la feuille de route des mois qui viennent, sur le thème « *une année pour préparer la victoire* ». Marine Le Pen est venue clore les travaux de ce séminaire, avec des consignes de mobilisation : « *Elle nous a dit qu'elle comptait beaucoup sur nous et elle nous a conseillé de nous forger une carapace, car la campagne sera violente* », témoigne un des participants. Dopé par des sondages encourageants, le FN se voit déjà aux marches du pouvoir. « *Notre objectif, c'est de gagner cette présidentielle et par conséquent, d'avoir une majorité aux législatives qui suivent* » a rappelé la présidente le 7 avril. Mirage ? « *Marine Le Pen reste persuadée qu'elle peut l'emporter seule contre tous. C'est une illusion* », tranche son ancien conseiller Paul-Marie Coûteaux, parti en claquant

la porte. Mais, dans son camp, l'obstacle du plafond de verre éprouvé au deuxième tour des élections départementales et régionales ne semble pas avoir semé trop de doutes. « *Ni droite ni gauche, c'est très porteur. Nous repoussons sans cesse le plafond de verre plus haut* », lance le souverainiste Aymeric Merlaud, jeune élu frontiste de Maine-et-Loire et cofondateur du FN à Sciences-Po Paris.

Au Carré, le QG du parti à Nanterre, les dirigeants se rassurent en épiluchant les derniers résultats électoraux : selon leurs calculs, il y a 101 circonscriptions législatives (sur 577) où le FN a emporté plus de 40 % des voix au premier tour des régionales, dont 53 avec des scores de plus de 45 %. Autrement dit : même si Marine Le Pen est battue à la présidentielle, le parti espère gagner au moins une cinquantaine de sièges de députés aux législatives. Contre deux fauteuils actuellement, occupés par Gilbert Collard et Marion Maréchal-Le Pen. « *Nous avons des bases solides et des marges de progression*

partout », juge Nicolas Bay, qui a entamé le 16 mars à Orléans une visite de toutes les régions, destinée à motiver les troupes. En réalité, le FN - qui compte officiellement 83 000 adhérents, soit dix fois plus qu'il y a dix ans - est déjà sur le pied de guerre. Longtemps sous-encadré, le parti se structure. Dans toutes les fédérations départementales, des chefs de file de chaque circonscription ont été nommés, avec des adjoints, ainsi que des responsables pour les 2 000 cantons. Un maillage quasi militaire du territoire s'organise pour les futures campagnes. Plus important : depuis le début avril, la commission d'investitures du parti a commencé à désigner ses possibles 577 candidats aux législatives de juin 2017. A charge pour eux, d'ici à l'été, de labourer leur « *circo* » et d'être présent lors de tous les événements publics. Nouveauté majeure : ces postulants auront des objectifs chiffrés. Les « *performances* » de chaque candidat seront évaluées selon des critères précis : nombre de réunions organisées, de tracts distribués, de réactions à l'actualité locale,

de nouvelles adhésions. Pendant plusieurs mois, ils seront testés, comme lors d'une période d'essai. Objectif : éviter tout dérapage. Les évaluations auront lieu d'ici à l'automne, pour que la commission d'investiture confirme - ou non - les candidats pressentis d'ici à la fin de l'année. Et ils recevront ensuite leur kit de campagne, avec des messages harmonisés. « *Nous voulons professionnaliser au maximum notre démarche* », admet Nicolas Bay. Depuis l'automne, le secrétaire général s'est d'ailleurs adjoint les services d'un manager de choc venu de L'Oréal, Jean-Lin Lacapelle. Cet ancien militant frontiste passé par le privé, proche de Marine Le Pen et élu au conseil régional d'Ile-de-France en décembre, est revenu dans la maison comme secrétaire national aux fédérations et à l'implantation. Sa mission ? Remobiliser les fédérations faiblardes - car certaines ont connu des querelles intestines et des hémorragies -, écarter les candidats peu fiables, organiser la formation des cadres, encore embryonnaire. Un mélange de DRH et de VRP, adepte des méthodes du business, qui a commencé au pas de charge sa tournée des fédérations

et qui réunit leurs responsables régulièrement. « *Il veut vendre la marque FN comme un produit de grande consommation* », ironise un lieutenant de Florian Philippot, vice-président chargé de la stratégie et de la communication. Pour préparer les échéances électorales, le FN compte surtout sur des relais qui, jusqu'à présent, lui faisaient défaut : des élus locaux. Fait révélateur : la grande majorité des futurs 577 candidats soutenus par le FN aux législatives seront... des élus locaux du FN. Car le parti, qui comptait moins de 200 élus en 2013, en dénombre désormais plus de 2 000, grâce à ses bons scores aux municipales, aux départementales et aux régionales. Malgré quelques désertions dans les rangs, le FN peut compter sur ce réseau. « *Il sera stratégique* », résume le secrétaire général du parti, qui a notamment rassemblé, avec Jean-Lin Lacapelle, les 358 élus régionaux pour un séminaire de formation à Paris les 9 et 10 avril. Cette force de frappe permet, incidemment, de régler le problème de la quête des 500 parrainages indispensables pour la présidentielle qui avait obéré les dernières campagnes de Jean-Marie Le Pen et de Marine. « *Nous avons dépensé beaucoup d'énergie pour cela. Cette fois, nous n'aurons pas de problèmes* », confirme, soulagé, un proche de celle-ci.

Surtout, la cohorte des nouveaux élus décuple la visibilité du FN. Dans le Gard, le maire de Beaucaire, Julien Sanchez, 32 ans, incarne cette « génération Marine », la nouvelle vague d'élus FN décomplexés, à l'instar de David Rachline, 26 ans, sénateur-maire de Fréjus dans le Var. « *Ils montrent l'exemple, ce qui permet de recruter plus facilement des militants* », explique Gaëtan Dussaussaye, le directeur du Front national de la jeunesse (FNJ), qui compte 25 000 membres et couvre 70 départements. Originaire d'Alès, Julien Sanchez, encarté dès l'âge de 16 ans, passé par le service de communication du parti, a conquis Beaucaire il y a deux ans. Penché sur des dossiers budgétaires dans son bureau de maire, qui semble presque trop vaste pour son physique longiligne, il veut donner une image de sérieux. « *Nous ne sommes pas des fous. Je tiens mes engagements avec la chasse au gaspillage et une saine gestion* », plaide l'édile, qui ne sait pas encore s'il se lancera pour les législatives.

Comme à Hénin-Beaumont, Cogolin ou Fréjus, l'effet « maire FN » se concrétise dans les urnes à Beaucaire : aux municipales de mars 2014, la liste de Julien Sanchez avait gagné avec 40 % des voix ; au premier tour des régionales de décembre, le FN a atteint le score de 60 % à Beaucaire. « *C'est très encourageant pour la suite* », confie Julien Sanchez. Avec son directeur de cabinet Yoann Gillet et le député Gilbert Collard, il supervise la fédération FN du Gard, passée de 600 à 3 000 adhérents en quatre ans. « *Nous organisons de plus en plus de réunions publiques, y compris dans les fiefs ouvriers du Gard. Nous allons poursuivre cette implantation* », explique le maire de Beaucaire. « *Comme mes collègues élus, je vais à tous les événements possibles pour montrer que nous sommes chez nous* », précise Gilbert Collard, dont la permanence gardoise ne désemplit pas. De l'autre côté du Rhône, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le label « élu local » semble également porteur pour 2017. Avec 42 conseillers régionaux, le FN représente le seul parti d'opposition face à la majorité présidée par Christian Estrosi. « *Cela nous permet de former nos futurs*

Aymeric Merlaud, 24 ans, dans son village natal de Saint-Germain-sur-Moine (Maine-et-Loire), élu fin 2015 au conseil régional des Pays de la Loire. Etudiant en finance, il a rejoint Sciences-Po Paris où il a créé l'antenne du FN avec des transfuges de l'UMP, du PS et du Front de gauche. Selon lui, « ni gauche, ni droite, c'est porteur ».



Jordan Bardella, 20 ans, secrétaire de la fédération du FN en Seine-Saint-Denis. Encarté dès 16 ans, il a été propulsé comme le plus jeune secrétaire de fédération départementale du parti. Elu fin 2015 au Conseil régional d'Ile-de-France, il a également lancé le collectif Banlieues patriotes. « Je veux faire gagner Marine », explique ce probable futur candidat aux législatives.

LE PARTI COMPTE 2 000 ÉLUS LOCAUX, CONTRE 200 EN 2013

cadres et d'augmenter notre ancrage en Paca, indispensable pour les futures élections », confirme la chef de file Marion Maréchal-Le Pen. A chaque séance du conseil régional, qui se tient à Marseille, cette dernière fait parler d'elle dans les médias. Ases côtés, son ex-directeur de campagne, Frédéric Boccaletti, patron redouté du FN dans le Var et pilier du groupe FN au conseil régional, est à la manœuvre. Il peut compter sur une kyrielle de jeunes élus régionaux, comme Aline Bertrand, 30 ans, déjà conseillère municipale à Toulon, hyperactive responsable du FNJ dans le Var, et possible future candidate aux législatives. « *Nous commençons à sillonner le terrain et à distribuer des centaines de milliers de tracts* », révèle cette consultante en gestion administrative, revenue au pays après quatre ans passés au Canada. D'autres conseillers régionaux, transfuges de l'ex-UMP, renforcent ce maillage, comme le Marseillais Franck Allisio, 35 ans, ancien président des Jeunes Actifs de l'UMP. « *J'ai gardé tous mes contacts et la sociologie politique de la région, très à droite, facilite la recomposition autour du FN* », estime ce dernier, qui sera probablement candidat

aux législatives dans les Bouches-du-Rhône. Quant au vice-président du groupe FN au conseil régional, Olivier Bettati, ancien bras droit de Christian Estrosi à la mairie de Nice, il organise des déjeuners chez lui avec des élus de tous bords et des responsables économiques qui veulent nouer des contacts avec un parti devenu incontournable. A ces réseaux d'élus s'ajoute la montée en puissance des « collectifs » dans l'orbite du FN. Regroupant des acteurs et des experts qui ne souhaitent pas forcément s'encarter, ces groupes thématiques doivent alimenter en idées neuves le programme de Marine Le Pen. Leur objectif a été fixé lors d'une réunion fin mars : ils devront rendre leurs copies d'ici à l'été. Consacré à l'éducation, le Collectif Racine, par exemple, planche déjà un samedi par mois à Nanterre. Né fin 2013 sous les auspices d'anciens chevronnés comme Alain Avello et Yannick Jaffré, professeurs de philosophie, Valérie Laupies, directrice d'école et élue FN au conseil régional de Paca, et Gilles Lebreton, professeur de droit public et député européen, ce groupe a ouvert des antennes dans une vingtaine de départements. Il rédige des notes en série sur une réforme de

l'éducation. Au programme : le retour de l'école « républicaine », la revalorisation de la langue française, l'abrogation probable de la loi de 2007 sur les universités. « *Marine Le Pen ne gagnera pas sans un projet cohérent sur l'enseignement* », explique Gilles Lebreton. Le terrain est en friche : le FN ne séduit encore que 10 % du vote des enseignants. « *Mais nous sommes sur la bonne pente puisque nous avons doublé notre score en quatre ans* », corrige un membre du collectif.

La panoplie des sujets traités s'est élargie ces derniers mois, avec la création de nouveaux collectifs sur des thèmes encore peu labourés par le parti, comme la culture, la mer et la francophonie, le monde étudiant, les jeunes cadres, et même la cause animale ! Les petites entreprises sont également ciblées, avec la naissance, le 19 février, du collectif Croissance Bleu Marine présidé par l'entrepreneur Mikael Sala. Il va réunir chaque mois des petits patrons pour des échanges sur la concurrence déloyale, les simplifications administratives, le patriotisme économique ou la monnaie. De son côté, Jordan Bardella, responsable de la fédéra-

Franck Allisio, 35 ans, (ici, sur le Vieux-Port de Marseille) est un transfuge. Ancien responsable des Jeunes Actifs de l'ex-UMP, ce militant marseillais a rallié le FN et a été élu fin 2015 au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il anime également le collectif Audace, qui regroupe des jeunes cadres autour du FN. Avec des positions plutôt libérales.



PHOTOS: FRANCE NEWSER POUR LE FIGARO MAGAZINE

Aline Bertrand, 30 ans, devant la rade de Toulon. Elue FN au conseil municipal de Toulon en 2014, cette consultante en gestion administrative, responsable du Front national de la jeunesse dans le Var, a elle aussi été élue au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur fin 2015. Elle pourrait se présenter aux législatives en 2017. « Nous quadrillons le terrain », plaide-t-elle.



RÉSEAUX RÉGIONAUX, COLLECTIFS THÉMATIQUES ET EXPERTS S'ORGANISENT

tion de la Seine-Saint-Denis du FN, a créé fin janvier, avec Guy Deballes, un ancien militant du PS, le collectif Banlieues patriotes. « *Il y a une cohérence entre nos propositions et les territoires oubliés, à commencer par les quartiers sensibles* », explique l'élue du « 9-3 », anticommunautariste farouche, qui a pris sa carte du FN à 16 ans. Parmi ses premières propositions : réclamer un audit complet sur la politique de la ville « *qui accumule les erreurs et les errements depuis trente ans* » ; et délocaliser le ministère de l'Éducation nationale dans la maison d'éducation de la Légion d'honneur située... à Saint-Denis. Plus surprenant, le FN s'intéresse depuis peu à l'environnement, avec son collectif Nouvelle Écologie, né fin 2014.

A sa tête, un tandem improbable formé par l'économiste Philippe Murer, ex-sympathisant PS, et Eric Richermoz, diplômé d'une école de commerce, jeune élu FN de la Somme au conseil régional de Nord-Pas-de-Calais-Picardie. « *Auparavant, le FN était inaudible sur ces sujets. Nous voulons faire des propositions pour décarboner progressivement l'économie en pariant sur le patriotisme* », avance ce dernier. « *Il faut un protectionnisme intelligent pour favoriser la transition énergétique* », ajoute Philippe Murer. Réunissant une soixantaine d'experts et de militants, dont d'anciens d'Europe Écologie-Les Verts, leur collectif a ouvert une douzaine d'antennes locales. Il a surtout organisé en octobre une conférence en Loire-Atlantique contre

le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. « *C'est un projet économiquement idiot et écologiquement stupide* », juge Philippe Murer. Mais pas question de se mêler aux « *zadistes* » qui s'opposent au démarrage du chantier ! D'autres équipes se mobilisent également en vue de 2017. Il s'agit des groupes d'experts baptisés Cap (Comités d'action programmatiques). Déjà actifs lors de la campagne de 2012, ils ont été réveillés ces derniers mois pour nourrir de manière précise et chiffrée le projet de la future candidate. « *Marine Le Pen va consulter tout le monde par petits groupes, mais elle gardera sa liberté pour finaliser ses engagements après l'été* », explique un de ses fidèles. La coordination des Cap et du « *projet 2017* » est placée sous la responsabilité de

la députée européenne Joëlle Mélin, membre du bureau politique du FN. Médecin, celle-ci s'occupe aussi plus spécialement du Cap-Santé, chargé de baliser les propositions de Marine Le Pen sur ce sujet, que cette dernière commence tout juste à aborder. Objectif : rassurer notamment les personnes âgées, que le FN peine à convaincre. Mais le travail le plus délicat concerne le programme économique, confié au Cap-Eco, piloté notamment par le centralien Thibault de la Tocnaye et l'économiste Bernard Monot, ancien cadre de la Caisse des dépôts, élu député européen. Ces deux derniers officiaient déjà au sein du Cap-Eco lors de la campagne de 2012, aux côtés de l'ancien professeur à HEC Bruno Lemaire, ami de Louis Aliot, —>

Affaires

DES ENNUIS JUDICIAIRES POUR MARINE ET SES AMIS

Des affaires ? Quelles affaires ? Dans l'entourage de la présidente du FN, on balait d'un geste les questions sur les dossiers judiciaires qui s'accumulent autour du parti et de ses dirigeants, notamment après les dernières révélations des Panama Papers. « *Nous attendons sereinement les conclusions des*

enquêtes », dit-on au Carré, le QG du parti à Nanterre. Il n'empêche. Les nuages s'accumulent à l'horizon. Il y a d'abord l'instruction ouverte en 2014 pour escroquerie, puis pour financement illégal de campagne. Elle vise surtout le microparti Jeanne, satellite du FN, notamment soupçonné par les juges d'avoir un

peu forcé la main aux candidats FN aux élections de 2011 et 2012 en leur prêtant de l'argent à des taux élevés et en leur vendant d'onéreux kits de campagne, réalisés par des sociétés d'amis de Marine Le Pen, principalement la société Riwal de Frédéric Chatillon. Ce dernier, ainsi que plusieurs de ses proches et des fournisseurs, a été mis en examen.

Le FN se défend de toute pratique illégale dans cette affaire, dont l'instruction serait presque achevée. Le FN espère être blanchi et pouvoir à nouveau confier les kits de campagne 2017 à ces prestataires, quitte à les diversifier. Mais les juges pourraient renvoyer certains protagonistes en correctionnelle, avec un procès à la clé. Et les

montages offshore de Frédéric Chatillon, patron de Riwal, et de Nicolas Crochet, expert-comptable lié au FN, mis au jour par les Panama Papers alourdissent le climat, même si ceux-ci démentent toute infraction. Autre menace judiciaire : la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique a transmis l'an dernier au Parquet national financier ses doutes concernant les déclarations de patrimoine des députés

européens Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen. En cause : une possible sous-estimation de 90 % de la valeur d'une propriété détenue à Rueil-Malmaison par les Le Pen. Plus embêtant : la justice va aussi enquêter sur des transferts d'argent suspects de plus de 600 000 euros entre le microparti Cotelec et son fondateur Jean-Marie Le Pen, juste avant que celui-ci n'achète, début 2013, la maison de Rueil-Malmaison avec

ses filles Marine et Yann. Pour la justice, il s'agirait d'un prêt de Cotelec à l'ex-leader frontiste. Pour ce dernier, c'est l'inverse : Cotelec lui aurait remboursé une somme prêtée antérieurement. Marine Le Pen ayant bénéficié d'un prêt de son père pour co-acquérir le bien immobilier, elle est exposée à une suspicion de recel d'abus de confiance. Et Jean-Marie Le Pen est également visé par les Panama Papers, à cause de montages

offshore attribués à l'un de ses hommes de confiance. Enfin, dernier souci : une vingtaine d'assistants des députés FN au Parlement européen sont soupçonnés de travailler presque exclusivement pour le parti, et non pour le Parlement. L'Office européen de lutte contre la fraude mène des investigations et une enquête préliminaire a été ouverte à Paris en 2015. Des perquisitions ont eu lieu en février, notamment au siège du FN. **V.N.**



CYRIL BITTON POUR LE FIGARO MAGAZINE

Gaëtan Dussaussaye est le directeur du Front national de la jeunesse (FNJ), qui revendique 25 000 membres. Très actif sur les réseaux sociaux, cet ancien responsable du FNJ en Ile-de-France a déjà ouvert des antennes dans 70 départements. « Notre objectif est de couvrir tout le territoire d'ici aux élections », dit-il.

CHATS, VIDÉOS, BLOGS : LE FN PARIE À FOND SUR INTERNET

→ et de l'ancien professeur à Paris-Dauphine Jean-Richard Sulzer, élu adjoint au maire d'Hénin-Beaumont Steve Briois et conseiller régional en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Le Cap-Eco a été renforcé récemment avec l'arrivée de Philippe Murer, qui fut un proche de l'économiste de gauche Jacques Sapir, partisan résolu d'une sortie de l'euro.

Les positions du FN favorables à la sortie de l'euro, soutenues par Florian Philippot au nom de la souveraineté, sont justement au cœur du débat. Plusieurs proches de Marine Le Pen, dont Louis Aliot ou Gilbert Collard, plaident pour amender le programme économique, jugé anxiogène, étatiste et trop peu libéral. « *Il nous manque un discours économique pour rassurer les hésitants* », confie le député du Gard. « *Nous nous focalisons trop sur cette question de l'euro, alors qu'on nous attend aussi sur des baisses d'impôts et de charges* », ajoute un autre dirigeant du FN. « *Il faut envoyer des signaux sur ces thèmes aux milieux économiques, notamment les petites entreprises* », renchérit Franck Allisio, pilier du collectif Audace, qui réunit des jeunes cadres. Lors du séminaire du FN début février, ce rééquilibrage plus libéral a été partiellement acté. Le parti veut surtout expliquer que la sortie de l'euro ne sera pas brutale, mais négociée. Le scénario européen a même été décrit dans un docu-

ment publié sur internet fin février : une fois Marine Le Pen élue à l'Elysée, il s'agirait pour elle de renégocier en six mois la participation française au sein de l'Union européenne et de la zone euro, avant un référendum. Ses exigences ? La primauté législative, la liberté budgétaire, la réécriture des traités, une nouvelle monnaie nationale et le rétablissement des frontières. « *A défaut d'un accord favorable, elle appellerait à voter non à un référendum sur le maintien dans l'Union européenne* », explique le député européen Gilles Lebreton. Autrement dit : avec un vote sur le « Franxit », Marine Le Pen jouerait à quitte ou double avec Bruxelles, à l'image du choix à venir des Britanniques. « *Ils nous montrent qu'il est possible de négocier, ce que je répète depuis quatre ans. Le référendum sur le Brexit, c'est le début de la fin de l'Union européenne* », s'est d'ailleurs félicitée mi-février la présidente du FN.

Reste à « vendre » ces idées à une opinion perplexe voire hostile. Le Front va utiliser pour ce faire tous les outils de communication, principalement les réseaux sociaux, qui serviront d'armes de propagande. En février, la future candidate a ouvert son blog personnel, baptisé « Carnets d'espérances » pour distiller ses idées. Elle a organisé un premier « chat » sur Facebook fin février, renouvelé fin mars, suivi par plus de 400 000 fans. Ses équipes relaient ses messages sur Facebook et Twitter, où Marine Le Pen compte près d'un million d'abonnés, autant que Nicolas Sarkozy, mais neuf fois plus qu'Alain Juppé et François Fillon. « *Les réseaux sociaux nous permettent de séduire des jeunes publics. Sans internet, le FN n'en serait pas où il en est* », estime Gaëtan Dussaussaye, le directeur du FNJ, qui revendique 76 000 amis sur Facebook, deux fois plus que les Jeunes Républicains. Ce dispositif va être renforcé dans les prochains mois. Gagner des parts de marché, convaincre les indécis : tels sont les mots d'ordre transmis à la machine de guerre.

■ VINCENT NOUZILLE